

**Convention collective départementale**

**IDCC : 627. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**Employés, techniciens et agents de maîtrise**  
**(La Réunion)**  
**(12 juillet 1971)**

(Etendue par arrêté du 23 août 1973,  
*Journal officiel* du 30 septembre 1973)

---

**Convention collective départementale**

**IDCC : 771. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**Ingénieurs assimilés et cadres**  
**(La Réunion)**  
**(9 mai 1974)**

(Etendue par arrêté du 4 août 1975,  
*Journal officiel* du 15 août 1975)

---

**Convention collective départementale**

**IDCC : 2389. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**Ouvriers**  
**(La Réunion)**  
**(13 mai 2004)**

(Etendue par arrêté du 13 décembre 2004,  
*Journal officiel* du 26 décembre 2004)

---

**ACCORD DU 9 DÉCEMBRE 2013**  
**RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1450093M

IDCC : 627, 771, 2389

---

**PRÉAMBULE**

Etant rappelé que :

Un accord de branche en date du 24 juin 2009, signé par les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics de La Réunion et étendu par arrêté ministériel en date du 10 novembre 2009, stipule que les salaires minima conventionnels des ouvriers, des ETAM et des cadres du BTP de La Réunion rémunérés à hauteur desdits minima sont affectés d'un bonus selon des conditions précisées dans l'accord. Ce même accord précise que, conformément aux dispositions de l'article 3 de la LODEOM (loi n° 2009-594 adoptée le 13 mai 2009 et promulguée le 27 mai 2009), le bonus exceptionnel accordé est exonéré de toutes charges sociales, sauf CSG, CRDS et forfait social, et ce jusqu'au 31 décembre 2011.

La loi de finances pour 2012, dans son article 60, prolonge de 1 an le délai pendant lequel les employeurs ultramarins peuvent bénéficier du dispositif initialement prévu par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer et verser un bonus exceptionnel assorti d'un régime social favorable. La loi de finances rectificative pour 2011 (loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, art. 95), prévoit en outre une prorogation du dispositif d'exonération et un assouplissement des règles de mise en place de celui-ci en ouvrant la possibilité de prolonger le versement de ce bonus en application d'un accord de branche ou d'entreprise.

Une circulaire interministérielle n° DSS/5B/DéGéOM/2012/49 du 30 janvier 2012 précise en outre que la durée de la prorogation « court à compter de la date de versement prévue par l'accord qui a instauré le versement de ce bonus ou, à défaut, de la date de conclusion de cet accord. Dans la mesure où ce dernier doit obligatoirement avoir été conclu en 2009, la durée totale court donc au plus tard jusqu'au 31 décembre 2013 ».

Un accord de branche en date du 7 février 2012, signé par les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics de La Réunion et étendu par arrêté ministériel en date du 7 août 2012, stipule que ce bonus figurera sur une ligne distincte du bulletin de salaire pendant toute la durée d'application des exonérations de charges attachées à ce bonus et que cette modalité d'application prendra fin à la date d'échéance des exonérations de charges attachées au dispositif d'exonération en vigueur, sauf dispositions légales ou réglementaires permettant de le proroger. De plus l'article 3 du même accord prévoit que les parties conviennent de se revoir afin de s'accorder sur un calendrier et sur les modalités d'incorporation de la totalité de ce bonus dans le salaire minimal conventionnel.

Le dispositif d'exonération du bonus prend fin le 31 décembre 2013.

Les organisations professionnelles du BTP et les organisations syndicales représentatives pour le secteur du bâtiment et des travaux publics à La Réunion conviennent de ce qui suit.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du protocole du 7 février 2012, rappelées ci-dessus, les parties s'accordent sur les modalités d'incorporation de la totalité de ce bonus dans les salaires minima conventionnels. Les dispositions des accords « Bonus » de 2009 et 2012 seront donc abrogées au 31 décembre 2013.

#### **Article 2**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le montant mensuel brut du bonus sera incorporé au salaire mensuel brut, pour la détermination des salaires minima conventionnels. Les taux horaires minima conventionnels des ouvriers sont recalculés en conséquence. Les grilles de salaires des ouvriers, ETAM et IAC applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont jointes au présent accord.

#### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, et son application à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives du BTP de La Réunion ou s'y rattachant.

Cet accord reste ouvert à la signature des organisations qui souhaitent y adhérer dans les délais réglementaires en vigueur.

Fait à Saint-Denis, le 9 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FRBTP ;

CAPEB Réunion.

**Syndicats de salariés :**

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

UIR CFDT ;

CGT Réunion.

## ANNEXE I

### Salaires des ouvriers du BTP au 1<sup>er</sup> janvier 2014

*Entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures*

*(En euros.)*

CATÉGORIE professionnelle	COEF.	BONUS exceptionnel mensuel 2013	TAUX HORAIRE au 1 <sup>er</sup> août 2013	SALAIRE BRUT (151,67 heures) au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus	TAUX HORAIRE au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus
Niveau I					
Ouvriers d'exécution :					
– échelon 1	102	50	9,83	1 540,92	10,16
– échelon 2	103	50	9,93	1 556,08	10,26
Niveau II					
Ouvriers professionnels :					
– échelon 1	105	50	10,09	1 580,35	10,42
– échelon 2	112	50	10,66	1 666,80	10,99
– échelon 3	118	50	11,16	1 742,64	11,49
– échelon 4	126	50	11,83	1 844,26	12,16
Niveau III					
Compagnons professionnels :					
– échelon 1	137	50	12,71	1 977,73	13,04
– échelon 2	145	60	13,36	2 086,31	13,76
Chefs d'équipe :					
– échelon 3	159	60	14,50	2 259,22	14,90
Niveau IV					
Maîtres ouvriers :					
– échelon 1	173	60	15,64	2 432,12	16,04
– échelon 2	187	60	16,78	2 605,02	17,18
– échelon 3	201	60	17,94	2 780,96	18,34

Pour mémoire, prime de panier (ouvriers non sédentaires, toutes zones), du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 : 11,48 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le bonus exceptionnel a été intégré au salaire mensuel brut, soumis aux charges patronales et salariales en vigueur.

## ANNEXE II

### Salaires des ouvriers du BTP au 1<sup>er</sup> janvier 2014

*Entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 39 heures*

*(En euros.)*

CATÉGORIE professionnelle	COEF.	BONUS exceptionnel mensuel 2013	TAUX HORAIRE au 1 <sup>er</sup> août 2013	SALAIRE BRUT (169 heures) <sup>(1)</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus	TAUX HORAIRE au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus
Niveau I					
Ouvriers d'exécution :					
– échelon 1	102	50	9,56	1 665,64	9,86
– échelon 2	103	50	9,63	1 677,47	9,93
Niveau II					
Ouvriers professionnels :					
– échelon 1	105	50	9,69	1 687,61	9,99
– échelon 2	112	50	10,04	1 746,76	10,34
– échelon 3	118	50	10,52	1 827,88	10,82
– échelon 4	126	50	11,13	1 930,97	11,43
Niveau III					
Compagnons professionnels :					
– échelon 1	137	50	11,99	2 076,31	12,29
– échelon 2	145	60	12,58	2 186,02	12,94
Chefs d'équipe :					
– échelon 3	159	60	13,66	2 368,54	14,02
Niveau IV					
Maîtres ouvriers :					
– échelon 1	173	60	14,74	2 551,06	15,10
– échelon 2	187	60	15,85	2 738,65	16,21
– échelon 3	201	60	16,91	2 917,79	17,27
(1) Hors majorations pour heures supplémentaires : la majoration de 25 % doit être ajoutée à ce salaire pour les heures effectuées de la 36 <sup>e</sup> à la 39 <sup>e</sup> heure.					

Pour mémoire, prime de panier (ouvriers non sédentaires, toutes zones), du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 : 11,48 €.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le bonus exceptionnel a été intégré au salaire mensuel brut, soumis aux charges patronales et salariales en vigueur.

# ANNEXE III

## Appointements minimaux des ETAM du BTP au 1<sup>er</sup> janvier 2014

(En euros.)

COEFFICIENT	BONUS EXCEPTIONNEL mensuel 2013	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> août 2013	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus
300	50	1 437,43	1 487,43
310	50	1 473,87	1 523,87
325	50	1 528,54	1 578,54
345	50	1 601,42	1 651,42
370	50	1 692,52	1 742,52
380	50	1 728,96	1 778,96
400	50	1 801,82	1 851,82
415	50	1 856,48	1 906,48
425	50	1 892,92	1 942,92
435	50	1 929,35	1 979,35
450	50	1 984,00	2 034,00
465	60	2 038,66	2 098,66
480	60	2 093,33	2 153,33
500	60	2 166,21	2 226,21
530	60	2 275,54	2 335,54
540	60	2 311,96	2 371,96
550	60	2 348,39	2 408,39
565	60	2 403,06	2 463,06
575	60	2 439,49	2 499,49
585	60	2 475,90	2 535,90
600	60	2 530,59	2 590,59
620	60	2 603,45	2 663,45
630	60	2 613,07	2 673,07
645	60	2 667,72	2 727,72
655	60	2 704,18	2 764,18
665	60	2 739,72	2 799,72
680	61	2 792,84	2 853,84
700	63	2 863,67	2 926,67
710	64	2 899,06	2 963,06
730	65	2 969,88	3 034,88

COEFFICIENT	BONUS EXCEPTIONNEL mensuel 2013	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> août 2013	SALAIRE MENSUEL au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus
745	66	3 023,00	3 089,00
755	67	3 058,41	3 125,41
780	69	3 146,94	3 215,94
800	71	3 217,76	3 288,76
820	72	3 288,58	3 360,58
830	73	3 324,02	3 397,02
845	74	3 377,12	3 451,12
860	75	3 430,22	3 505,22

Il n'existe qu'une seule grille quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise. Les heures effectuées au-delà de l'horaire légal de 35 heures donnent droit à des majorations pour heures supplémentaires.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le bonus exceptionnel a été intégré au salaire mensuel brut, soumis aux charges patronales et salariales en vigueur.

## ANNEXE IV

### Appointements minimaux des IAC du BTP au 1<sup>er</sup> janvier 2014

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEF.	BONUS exceptionnel mensuel 2013	SALAIRE mensuel au 1 <sup>er</sup> août 2013	SALAIRE mensuel au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 y compris bonus
Position A. – Débutants				
– moins de 24 ans	60	52	2 356,10	2 408,10
– de 24 à 26 ans	70	59	2 701,66	2 760,66
– de 26 à 28 ans	80	67	3 047,21	3 114,21
Débutants diplômés :				
– moins de 24 ans	65	56	2 528,85	2 584,85
– de 24 à 26 ans	75	63	2 874,42	2 937,42
– de 26 à 28 ans	85	71	3 219,95	3 290,95
Position B. – Ingénieurs et assimilés				
Echelon 1 :				
– catégorie I	90	74	3 392,72	3 466,72
– ingénieurs diplômés	90	74	3 392,72	3 466,72
– après 5 ans	95	78	3 565,50	3 643,50
– catégorie II	100	82	3 738,27	3 820,27
– après 5 ans	103	84	3 841,94	3 925,94
Echelon 2 :				
– catégorie I	108	88	4 014,70	4 102,70
– catégorie II	120	97	4 429,36	4 526,36
Position C. – Cadres				
Echelon 1	130	105	4 774,89	4 879,89
Echelon 2	162	129	5 880,63	6 009,63

Il n'existe qu'une seule grille de salaires mensuels, quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le bonus exceptionnel a été intégré au salaire mensuel brut, soumis aux charges patronales et salariales en vigueur.